



Le développement durable au ministère de la Défense

par madame Hélène Perret,
chargée de mission auprès du Haut Fonctionnaire au développement durable.

En tant qu'ingénieur agronome et chargée de mission auprès du Haut Fonctionnaire au développement durable (HFDD) du ministère de la Défense, madame Hélène Perret nous présente les trois volets du développement durable : social, économique et environnemental. Dans ce cadre, le ministère de la Défense, premier « propriétaire » de l'État, premier investisseur et deuxième employeur de l'État, a mis en place un certain nombre de plans d'action et de dispositifs, dans le respect des activités opérationnelles et d'entraînement.

« Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. »

1987, rapport Brundtland,
Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU.

Brundtland, dans son rapport intitulé « Notre avenir à tous » commandé par l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU). Ce rapport devait définir la stratégie à mettre en œuvre, à long terme, pour concilier le respect de la planète, l'humain et le développement. La définition donnée dans ce rapport est aujourd'hui la référence quand on parle de développement durable.

Cette notion est apparue au début des années 1980, lorsque l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) parle pour la première fois de « développement soutenable ». Ce terme est ensuite repris en 1987 par le Premier ministre norvégien, Gro Harlem

Les trois volets du développement durable

Le développement durable est né de la conjonction de plusieurs facteurs :



❖ la multiplication des **menaces pour notre planète**, telles que la désertification, la pollution, l'acidification des eaux, la fonte des glaces, la déforestation, les incendies, le dérèglement climatique, les consommations excessives d'énergie et les atteintes à la biodiversité (extinction du dauphin rose de Yantzee en 2007) ;

❖ l'accroissement des **misères de l'humanité** comme la sous-alimentation, les problèmes d'accès à l'eau et à une eau de qualité, les pandémies ou l'insuffisance d'éducation et de formation ;



L'accès à l'eau potable, une nécessité vitale comme le rappelle cette image prise en 2010 en Haïti pendant la crise de choléra.

❖ et les « **manques ou injustices des relations internationales** », comme la baisse de 30 % entre 1970 et 1980 de l'aide publique au développement qui joue toujours en défaveur des mêmes régions du monde.

Ces trois volets sont les piliers du développement durable. Il arrive souvent de faire l'amalgame avec la protection de l'environnement ; or, le développement durable est la conjonction de facteurs économiques, humains, sociaux et environnementaux.

Le développement durable et la Défense

Le ministère de la Défense est, tout d'abord, concerné par le développement durable parce qu'il fait partie de la société et que les préoccupations de la société sont les nôtres. Ensuite, il possède le plus gros patrimoine foncier et

immobilier de l'État : il détient, rien qu'en métropole, 5 000 bâtiments et 250 000 hectares. Ses terrains classés sont, de plus, extrêmement riches en matière de biodiversité.

Le ministère de la Défense est également le premier investisseur de l'État, ce qui constitue un argument choc pour promouvoir le développement durable auprès de nos fournisseurs. 13 milliards d'euros sont ainsi consacrés à l'armement ; 5 milliards d'euros au soutien (informatique, fournitures de bureau, alimentation, vêtements, etc.).

Enfin, la Défense est le deuxième employeur de l'État avec 25 000 recrutements par an, héritant d'une longue tradition dans les domaines de la solidarité et de l'insertion.

Les leviers sont donc nombreux et importants au niveau du ministère de la Défense pour mettre en œuvre le développement durable, dans la limite, bien sûr, des contraintes opérationnelles et des activités d'entraînement, sur terre, en mer ou dans les airs. Néanmoins, les deux éléments sont, la plupart du temps, conciliables.





DR

Plus concrètement, la politique de développement durable du ministère de la Défense se traduit, depuis 2007, par la mise en œuvre de cinq plans d'action :

- ❖ un plan « handicap », mis en place en 2007 et suivi par la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD) ;
- ❖ un plan « achats durables », pris en charge par la mission « achats » auprès du Secrétariat général pour l'administration (SGA) ;
- ❖ un plan « PME-PMI », qui favorise l'accès de ces entreprises à la commande publique, sous la responsabilité de la Direction générale de l'armement (DGA) ;
- ❖ un plan « égalité des chances », qui dépend de la mission du même nom, directement rattaché au ministre de la Défense ;
- ❖ un plan « environnement », conduit par la Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA).

Traditionnellement, le ministère de la Défense se préoccupe de la protection de l'environnement et de l'égalité des chances. Son action s'est structurée à l'occasion du « Brienne de l'environnement », engagé en 2007 par le ministre lui-même (déclinaison au niveau ministériel du Grenelle de l'environnement). Cet événement fut l'occasion de faire le point sur les mesures adoptées et de mettre en place ou compléter un certain nombre de plans d'action. Avant cela, chaque état-major, direction et service avait sa propre stratégie : il n'existait pas de structure de pilotage centrale.

Deux autres dispositifs, adoptés consécutivement au Grenelle de l'environnement, encadrent par ailleurs l'action du ministère de la Défense :



DR

- ❖ il s'agit d'abord du dispositif « État exemplaire », mis en place *via* une circulaire du Premier ministre en date du 3 décembre 2008, qui met en œuvre le développement durable au sein de l'État et auquel un fond de 100 millions d'euros a été alloué. Tous les ministères cotisent à ce dispositif qui est assorti d'un système de bonus/malus. La Défense étant le plus gros investisseur de l'État, elle cotise pour la plus grosse part (33,5 millions d'euros). La performance des ministères est ensuite jugée sur la base de plusieurs indicateurs, et seuls les meilleurs récupèrent leur mise. Ce système est redoutablement efficace, comme en témoigne la compétition entre les ministères ;

- ❖ l'action de la Défense s'appuie enfin sur la Stratégie nationale de développement durable (SNDD) pour 2010-2013. La première stratégie, mise en place en 2003, avait créé les Hauts Fonctionnaires au développement durable. Revue en 2009, elle constitue « LA » politique de la France en matière de développement durable, et s'applique sans distinction aux acteurs privés et publics. De fait, l'objectif du ministère de la Défense consiste à croiser cette stratégie nationale avec sa propre stratégie, afin d'établir son premier document de stratégie ministérielle de développement durable. ●